

Le Président Maduro rejette la nouvelle attaque de la CIDH contre le Venezuela.

Caracas, 10 mai AVN – Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a rejeté ce vendredi un communiqué de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) dans lequel il est fait référence aux actes de violence qui ont eu lieu dans le pays après les élections du 14 avril, et qui aligne sa position sur celle de la droite vénézuélienne.

« La contestable et méprisable CIDH veut attaquer la démocratie et le peuple vénézuéliens. Une fois de plus, nous la rejetons et la répudions », a écrit Maduro sur son compte Twitter @NicolasMaduro.

Dans le texte, l'organisme autonome de l'Organisation des Etats Américains (OEA) met en doute l'information donnée par l'Etat vénézuélien au sujet de la mort de plusieurs personnes, conséquence de l'appel à la violence du candidat battu Henrique Capriles, après qu'il ait refusé de reconnaître les résultats des élections d'avril.

La CIDH met en doute le fait que la totalité des victimes mortes suite à l'agression de la droite étaient des sympathisants du chavisme.

Sur la base de l'information fournie par des organisations anonymes de la société civile, la CIDH fait sien le discours de la direction de l'opposition vénézuélienne et dénonce dans son communiqué « la répression de manifestations publiques par l'usage excessif et disproportionné de la force, des arrestations soi-disant arbitraires, l'interdiction de réaliser des manifestations publiques, l'intimidation de fonctionnaires publics à cause de leurs opinions politiques et des restrictions de la liberté d'expression » qu'elle assure qui ont lieu dans le pays.

(...)

AVN 10/05/13
(traduction Françoise Lopez)

L'Ambassadeur du Venezuela devant l'OEA répond au communiqué de la CIDH.

Caracas, 10 mai AVN – Le représentant permanent du Venezuela devant l'Organisation des Etats Américains (OEA), Roy Chaderton, a mis en question la position de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) sur les actes de violence encouragés par le candidat de l'opposition après les résultats des élections du 14 avril.

Chaderton réfute le communiqué de la CIDH sur la situation au Venezuela.

Dans son communiqué, le CIDH met en doute l'information donnée par l'Etat vénézuélien à propos de la mort de plusieurs personnes, conséquence de l'appel à la violence de l'ex candidat de la droite, Henrique Capriles, après qu'il ait refusé de reconnaître les résultats des élections d'avril.

A ce sujet, Chaderton a signalé que, dans son communiqué, la CIDH « protège les responsables des actes de violence suscités par le mauvais perdant aux élections présidentielles du 14 avril ».

**Déclaration de l'Ambassadeur Roy Chaderton Matos,
Représentant Permanent de la République Bolivarienne du Venezuela devant l'OEA**

Washington DC, 10 mai 2013

La déplorable, pitoyable et insolite Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, qui n'a toujours pas donné d'explications sur son silence complice devant le massacre de milliers de Vénézuéliens par les forces de répression en 1989, qui a reconnu le Gouvernement putschiste qui a dissout toutes les institutions démocratiques et a assassiné des dizaines de Vénézuéliens en avril 2002, fidèle à sa tradition anti-chaviste et pro-impérialiste fait irruption aujourd'hui avec un Communiqué qui protège les responsables des actes de violence suscités par le mauvais perdant des élections présidentielles du 14 avril.

La CIDH, dans sa déclaration à première vue soigneusement faite, minimise la mort de 11 Vénézuéliens, enfants, hommes et femmes, partisans du candidat victorieux Nicolas Maduro, battus, sur qui on a tiré ou lynchés par les foules enflammées qui se sont lancées dans les rues pour donner libre cours à la colère rendue contagieuse par le candidat vaincu malgré le soutien qui cherche à tirer profit de tout qu'il reçut de la dictature impérialiste, de la dictature médiatique et de l'extrême-droite vénézuélienne, latino-américaine et européenne.

Cette déclaration prouve une fois de plus l'absurde soumission des bureaucrates nourris à Washington DC de la thèse opportuniste que seuls les Etats violent les droits de l'homme et prétendent, ainsi qu'un nouveau tribunal d'inquisition, attribuer la responsabilité à l'Etat vénézuélien au lieu de pointer du doigt les opposants qui, cohérents avec leurs pratiques putschistes et antidémocratiques, ont essayé une nouvelle fois de submerger le Venezuela dans une mer de violence, heureusement neutralisée conformément aux lois et à la Constitution. Ils ont également échoué dans leur malheureuse tentative pour isoler un Gouvernement légal et légitime, expressément reconnu par la communauté internationale.

Est mise à nouveau en évidence la croissante décomposition de la CIDH dont le Rapporteur pour le Venezuela est un personnage engagé pinochétiste caché, membre de la mafia d'experts en droits de l'homme diplômés de l'Université Américaine dans cette capitale.

Enfin, ce Communiqué montre combien ont été inutiles les efforts entrepris par quelques individus de bonne volonté devant une CIDH qui continue à être contrôlée par les héritiers de son précédent Secrétaire Exécutif.

AVN 10/05/13
(traduction Française Lopez)